

Manifeste des associations de migrant-e-s

En vue de la votation sur l'initiative de résiliation du 27 septembre 2020

La solidarité au lieu de l'exclusion

La Suisse d'aujourd'hui serait impensable sans les migrant-e-s. Nous participons activement au développement économique, social et culturel du pays depuis des décennies. Sans nous, la Suisse ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui.

Mais au lieu de reconnaître la contribution de tous et de faire avancer ensemble notre patrie commune, les politiciens populistes de droite tentent de diviser le pays. Ils disent « Nous » et nous appellent « les autres », mais ne parlent toujours que d'eux-mêmes. C'est dangereux. Car une politique basée sur l'exclusion, la discrimination et le racisme ne peut avoir de succès. Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons avancer. Seuls, nous ne pouvons que reculer.

Ce qu'ils veulent, c'est revenir à une époque où la main d'œuvre était flexible et bon marché, où les travailleurs étaient entassés sans droits dans des baraques et séparés de leurs familles. Car c'est là le véritable objectif de l'initiative de résiliation de l'UDC : au lieu de la protection des salaires et de l'égalité des droits, elle veut revenir au statut inhumain de saisonnier et donner le champ libre aux entreprises de dumping et aux profiteurs. Avec de nombreux salarié-e-s bon marché et sans droits qui travaillent dur et ne peuvent pas se défendre.

Plus de droits grâce à la libre circulation des personnes

La libre circulation des personnes est une histoire à succès. Grâce à elle, tous les citoyens et citoyennes de l'UE/AELE, tous les Suisses et Suissesses peuvent décider librement de l'endroit où ils veulent vivre et travailler et y faire venir les membres de leur famille. Ce sont nos droits humains que la libre circulation des personnes nous garantit à tous.

Pour l'UDC, c'est une épine dans le pied depuis des années. Avec son initiative, elle veut priver les migrantes et les migrants de leurs droits, et en même temps détériorer les salaires et les droits de tous les employé-e-s en Suisse.

La vision rétrograde et xénophobe que porte l'UDC sur la société ne correspond pas à la réalité. Car nous sommes là depuis longtemps et nous faisons partie intégrante de la diversité de la Suisse !

Comme le montre aussi la crise actuelle, ce n'est qu'ensemble que nous pouvons faire face aux défis. En tant que représentantes et représentants des migrantes et des migrants en Suisse, nous nous opposons donc fermement à cette attaque contre nos droits communs, car nous défendons le principe de l'égalité des droits pour toutes et tous. L'initiative de résiliation nuit à tout le monde, que l'on soit étrangère ou étranger, Suissesse ou Suisse.

Notre réponse à l'attaque de l'UDC est la solidarité :

- Au lieu de la xénophobie et de l'exclusion, nous nous engageons pour une Suisse ouverte, solidaire et respectueuse.
- Au lieu d'une politique hostile aux migrantes et migrants, nous demandons la sécurité de séjour, le droit au respect de la vie familiale, la liberté de mouvement et d'établissement et l'égalité de traitement pour toutes et tous. Nous demandons la garantie du respect des droits humains pour toutes et tous !
- Au lieu de défendre les intérêts de quelques-uns, nous luttons pour la justice sociale et de bonnes conditions de travail pour toutes et tous.

Pour un non massif à l'initiative de résiliation

Ensemble, luttons résolument contre le démantèlement de nos droits à tous ! Nous ne laisserons pas l'UDC s'imposer avec sa politique antisociale et raciste. Ensemble, engageons-nous pour un **NON clair à l'initiative de résiliation de l'UDC du 27 septembre 2020 !**